

Notice de sélection pour le Recrutement de Consultant Individuel

IC/38/PCH/2021

Date: 09 Juillet 2021

Pays :	République Centrafricaine
Intitulé :	<p>Recrutement d'un(e) Consultant(e) international(e) pour la rédaction d'un document de projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA</p> <p>Recrutement d'un(e) Consultant(e) national(e) Assistant(e) Technique en appui au/la Consultant(e) International(e) chargé de rédiger le document de projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA</p>
Durée de la mission :	45 jours ouvrables
Lieu	Bangui

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier.

Votre proposition devra être reçue au plus tard le 26 Juillet 2021. N'hésitez pas à écrire à l'adresse procurement.cf@undp.org pour toute information complémentaire.

I. INFORMATIONS SUR LE POSTE	
Titre du poste	(I) Consultant(e) international(e) pour la rédaction d'un document de projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA (II) Consultant(e) national(e) Assistant(e) Technique en appui au/la Consultant(e) International(e) chargé de rédiger le document de projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA
Nombre de postes	02
Niveau du (des) Poste (s) (Local ou International)	International et national
Nature de la consultation (Support/Substance) :	(Support/Substance)
Type de contrat et Grade	IC
Type d'affectation (Home based ou sur site)	Bangui

Lieu d'affectation	République Centrafricaine
Supervision	Représentant Résident Adjoint au Programme
Durée de la mission	45 jours ouvrables
Date limite de candidature :	26 juillet 2021
Date estimative de démarrage de la mission	Dès signature du contrat

II. CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) avec une superficie d'environ 623 000 km², 5,069 millions d'habitants (dont 50,2% de femmes parmi lesquelles 61% vivant en milieu rural), dispose d'un potentiel important en ressources naturelles notamment agropastorale, forestières, minières et hydrauliques avec un potentiel hydroélectrique du pays estimé à environ 2 000 MW dont 1% est valorisé. Malgré ce fort potentiel, la RCA est classée parmi les dix pays les plus pauvres au monde.

La RCA est fragilisée par plusieurs décennies de conflits et crises à répétition avec des conséquences dramatiques sur le tissu socioéconomique. Les indicateurs socioéconomiques se sont fortement dégradés.

Les conditions sociales sont précaires, en dépit du retour à l'ordre constitutionnel et de la reprise sensible économique. Après plusieurs décennies de conflits militaro-politiques, ayant eu des conséquences humanitaires et socioéconomiques graves, marquées par de forts mouvements de populations tant en interne (déplacés internes) qu'à l'extérieur (réfugiés), la RCA est un pays ruiné, classé en 2019, 188^{ème} sur 189 pays, avec un Indice du Développement Humain (IDH) de 0,397, en 2020, 50^{ème} sur 54 pays de l'Indice de la Gouvernance en Afrique et 184^{ème} sur 190 pays au classement du Doing Business de la Banque Mondiale. La dernière crise de 2013 a plongé le pays dans une situation économique, sociale et politique très dégradée, sachant que plus de sept (7) Centrafricains sur dix (10) vivaient déjà en dessous du seuil de pauvreté avant cette date. Les crises récurrentes ont affecté le produit intérieur brut et érodé le pouvoir d'achat de la population majoritairement jeune, dont les conditions de vie constituent un foyer structurel de tension latente. Les mesures visant à minimiser l'impact de la crise sanitaire due à la COVID – 19, combinées à la baisse de la demande extérieure, se sont traduites par un net ralentissement de l'activité économique au premier semestre¹ de l'année 2020. Dans le secteur réel, les perspectives économiques de la RCA baisseraient de 3,6% par rapport à une précédente projection de croissance de 4,4%, pour atteindre 0,8% en 2020. Cette tendance est proche des prévisions du FMI avec des perspectives économiques qui se situeraient à 1%. Les secteurs les plus affectés ont été les transports, le tourisme, l'hôtellerie, et le secteur minier. Si un début de reprise semble s'amorcer au dernier trimestre, l'activité économique devrait stagner en 2020 avant de croître d'environ 3,5% en 2021. L'inflation a augmenté sensiblement au premier semestre du fait principalement de la hausse des prix des produits alimentaires, suite à la fermeture temporaire de la frontière avec le Cameroun. La correction à la baisse de ces prix enregistrée depuis juillet devrait se poursuivre, ce qui permettrait à l'inflation de rester en deçà de 3% tant en 2020 qu'en 2021.

Tous les secteurs porteurs et d'appui à la croissance ont été gravement affectés par ces crises récurrentes que le pays a connues. **Le secteur agropastoral** centrafricain a été complètement déstructuré et ruiné par des séries de crises aussi bien endogènes qu'exogènes que traverse le pays depuis des décennies. C'est avec le changement politique de 2013 que la désorganisation totale des activités rurales a atteint son apogée. En effet, la production agricole a connu une baisse drastique de 46% en 2013². Cette situation a entraîné un faible niveau de revenu des populations rurales qui continuent de vivre dans des conditions précaires. Ces populations se trouvent prises au piège du cercle vicieux de la pauvreté avec tout ce que cela comporte comme conséquences sur les plans social, économique et de la sécurité alimentaire. Les femmes qui représentent plus de la moitié de la population, travaillent en grande partie dans l'agriculture car presque 80% des femmes rurales pratiquent les cultures vivrières pour l'autoconsommation familiale³. Par ailleurs, globalement les ménages ruraux sont plus défavorisés que les ménages urbains. **Dans le secteur minier**, les principaux indicateurs se sont rapidement détériorés avec la crise militaro-politique de 2013. La RCA a été suspendue du SCPK et de l'ITIE. Et bien que les activités d'exploitation artisanale n'aient pas cessées, le nombre de collecteurs a baissé. Par ailleurs, la RCA ne s'est pas remise des effets de la crise économique mondiale de 2008 notamment la faible demande mondiale de diamants qui a fait évoluer en dents de

¹ Evaluation de l'impact socio-économique de la pandémie de coronavirus (Covid-19) en République Centrafricaine, PNUD, Mai 2020

² Rapport national sur le développement humain (RNDH 2017)

³ Etude profil genre, BAD, 2010, RNDH 2018

scie le nombre de bureaux d'achat de diamants inscrits à Bangui. Les effets conjugués des crises internes à répétition, des crises et sanctions internationales ont eu pour conséquences, la réduction des activités minières avec la baisse drastique des investissements dans la prospection notamment la suspension des projets d'exploration qui pourtant étaient au stade avancé en fin 2012 et des recettes fiscales. Les grands problèmes de gouvernance qui ont longtemps entravé le développement du secteur minier ont été exacerbés par la crise. **Concernant le secteur de l'énergie**, depuis l'indépendance jusqu'à ce jour, soit environ soixante (60) ans, la situation énergétique du pays demeure préoccupante. Entre 2006 et 2019, le taux d'accès est passé de 14,23% à 24% à Bangui et de 2,3% à 4,0% au niveau national, tandis que le taux de desserte est passé de 15,3% à 24% et le taux d'électrification, de 2,4% à 3,8%. Ainsi, pour une population estimée à 5,363 millions d'habitants en 2020, 4% seulement des ménages bénéficient de l'électricité produite et distribuée par l'ENERCA. Ces principaux ratios concernent uniquement Bangui où le taux d'accès à l'électricité a atteint 24% en 2020 et quasi nul dans les régions rurales du pays. Ainsi, Selon les données de la Direction Générale de l'Energie de 2019, la consommation énergétique nationale globale est de 2,74 Mtep en 2016, soit 0,54 tep par habitant sous forme de biomasse et des combustibles fossiles soit 98,2% du bilan énergétique dont le fioul est devenu le 3^{ème} plus grand producteur de CO₂ derrière les secteurs agricole et sylvicole avec 2% d'émissions par an qui pouvant atteindre près de 25% du total des émissions de gaz à effet de serre du pays à l'horizon 2030.

Le RNDH 2017 montre que l'écart d'IDH se creuse entre les hommes et les femmes La disparité entre les femmes et les hommes est très forte au plan du développement humain. Cette disparité criarde est démontrée par l'écart entre l'IDH femmes et l'IDH hommes par région ou sur l'ensemble du pays et l'indice de développement de genre (IDG) mesuré par le ratio IDH femmes/hommes. En 2016, l'IDH hommes est de 0,361 contre 0,287 pour les femmes traduisant le fossé de développement humain entre la femme et l'homme en Centrafrique. Le Rapport sur développement humain de l'Afrique en 2014, donne à la RCA un IDG de 0,773 contre 0,796 en 2016 présenté par ce Rapport, soit un léger progrès de 23 points. La moyenne des IDH femmes des 06 régions de la RCA en dehors de la capitale Bangui de 0,268 correspond à l'IDH de la RCA des années 1992-94 et montre que les hommes sont en avance de développement d'une trentaine d'années sur les femmes particulièrement en milieu rural. L'absence d'énergie rend aussi les femmes victimes de la disparité de l'accès à l'éducation, de l'accès aux services sociaux de base (santé, eau, etc.). Rien que deux heures d'éclairage supplémentaire par jour, leur permettraient de s'instruire tout en assumant leurs responsabilités au sein de leurs foyers et, mener d'importantes activités génératrices de revenus et de co-bénéfices pouvant contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie tout en développant l'économie locale dans les régions et localités des 16 préfectures de la RCA.

C'est dans ces conditions que la RCA, à l'instar des autres pays du monde, est en train de mettre l'Agenda 2030 des Objectifs du Développement Durable (ODD) avec de nombreux défis à relever. L'énergie est au centre de tous les défis majeurs, mais aussi des perspectives prometteuses, qui se présentent en Centrafrique, en raison de l'état de vulnérabilité et de pauvreté accrues aujourd'hui. Qu'il s'agisse d'emplois, de sécurité, de changement climatique, de production alimentaire ou d'accroissement des revenus, l'accès des populations centrafricaines à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable est indispensable pour les 16 préfectures du pays.

III. JUSTIFICATION

Les différentes crises que le pays a connues, ont déstabilisé ses institutions et l'ont entraîné dans trois années de transition. L'appui de la communauté internationale a permis à la RCA de retrouver, après trois années de transition, l'ordre constitutionnel à l'issue des élections libres et démocratiques en mars 2016. L'accalmie retrouvée a permis d'adopter le « Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafrique (RCPCA 2017-2021) » qui a été présenté à la communauté des bailleurs de fonds à la table-ronde de Novembre 2016 à Bruxelles. Ce document sert de cadre pour les interventions du Gouvernement et des partenaires au développement et constitue un instrument pour la mobilisation des ressources. Les efforts soutenus de du gouvernement et de la communauté internationale notamment la MIUSCA et les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux ont à nouveau permis à la RCA de conduire une expérience démocratique par l'organisation des élections présidentielle et législatives en décembre 2020 et mars 2021. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement et la communauté internationale dans le sens de la reconstruction, le relèvement et de la consolidation de la paix, le pays demeure fragile, avec d'importants défis à relever.

Le cycle de crises dans lequel la RCA se trouve depuis 2013, a progressivement ruiné le tissu économique et social et mis le pays dans un état de vulnérabilité général, avec des besoins énormes pour sa reconstruction. Les indicateurs

sociaux économiques se sont dégradés et avec eux, les indicateurs du sous-secteur de l'électricité qui, malgré les efforts entrepris depuis 1983, demeurent parmi les plus bas de la sous-région.

Pour permettre à la RCA de relever ces principaux défis et surtout, de l'accompagner à se positionner sur la trajectoire de l'atteinte des ODDs et de l'aider à augmenter l'accès des populations centrafricaines tant urbaines que rurales à l'électricité, le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers initient une approche innovante et inclusive de développement d'un pôle de croissance en vue de favoriser l'émergence des régions rurales et permettre à leurs populations de toucher réellement les dividendes de la paix.

C'est ainsi, qu'en 2017, en réponse à cette situation, le PNUD avec l'appui du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), pour aider le Gouvernement à augmenter le taux d'accès des populations rurales à l'électricité, est en train de réaliser depuis Juin 2018, un projet de promotion des petites centrales hydroélectriques dont l'objectif est de "garantir l'accès à des services énergétiques efficaces, durables et modernes à la population rurale" d'ici 2030 à un coût abordable "et de manière durable, avec un impact négatif minimal sur l'environnement. Il permet de mettre en œuvre des mesures d'atténuation ayant obtenu l'adhésion du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le Tableau ci-après présente les localités concernées par ce projet :

Lot	Nom du site	Préfecture	Puissance envisagée (kW)	Cours d'eau	Localités de consommation et distance du site PCH (km)
Lot 1	Chute de Mbecko	Lobaye	600 kW	Mbeko	Mbaïki 10 km du site + 4,5 km de réseau de distribution ENERCA en ville.
Lot 2	Gbassem	Lobaye	550 kW	Loamé	Boda 1,5 km du site + Réseau de distribution ENERCA existant sur 6 km en ville.
Lot 3	Gamboula	Mambéré Kadei	420 kW + 120 kW existante	Kadei	Gamboula 3 km du site + réseau locale existante des ONG. Pas de réseau de distribution en ville.
Lot 4	Baidou (Bac)	Ouaka	600W	Baidou	Bambari 13 km du site + 8,9 km Réseau de distribution ENERCA existant en ville.

L'énergie est au centre de tous les défis majeurs, le Gouvernement et ses partenaires entendent saisir l'opportunité de l'implantation de petites unités de production d'énergie moderne et propre dans les zones rurales pour relancer l'économie locales et promouvoir une croissance accélérée dans les secteurs à fort potentiel de croissance tels que l'agropastoral, les mines, les forêts, le tourisme, etc. les résultats attendus étant l'amélioration des revenus des collectivités et des conditions de vie des populations.

Les présents TdRs décrivent la mission d'élaboration d'un cadre de la stratégie d'une large mobilisation des ressources pour relever ces défis majeurs et développer les caractéristiques pour un dialogue politique et un plaidoyer de haut niveau entre le Gouvernement et ses partenaires en vue de la conclusion d'un partenariat multibailleurs pour la mise en œuvre du Projet de Développement de pôle de croissance.

Les objectifs de ce partenariat multibailleurs caractérisé par le développement du projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales centrafricaines sont multiples.

L'objectif général du projet est de promouvoir, à titre pilote, le développement du corridor reliant Bangui, les localités du projet et Douala par l'augmentation des investissements privés dans les secteurs énergétique, agropastoral et minier, ainsi que la transformation et la distribution des produits issus de leurs exploitations.

De manière spécifique, il s'agit, dans le cadre ce « Partenariat », de :

- (1) développer des chaînes de valeur agricoles dans les localités retenues du projet afin d'augmenter la productivité et l'emploi dans les chaînes de valeur des filières spécifiques agropastorales, forestières, minières et touristiques dans les pôles nodaux identifiés sur les corridors Bangui – localités du projet - Douala, afin d'accroître les revenus des agriculteurs (femmes et hommes).

- (2) développer la transformation locales par la promotion de l'énergie moderne et propre afin de "garantir l'accès à des services énergétiques efficaces, durables et modernes à la population rurale" d'ici 2030 à un coût abordable "et de manière durable, avec un impact négatif minimal sur l'environnement.
- (3) développer des zones économiques spéciales dans les localités du projet afin de fournir un environnement commercial propice aux investisseurs et aux opérateurs du secteur privé pour faciliter le partenariat public-privé (PPP) ; renforcer les capacités des ministères dans le développement des ZES ; et, consolider l'infrastructure physique.
- (4) promouvoir le développement pro-actif des affaires dans le but d'améliorer l'environnement des affaires en vue de promouvoir et de soutenir les activités productives dans les chaînes de valeur et les pôles ciblés. Il s'agira de soutenir et d'opérationnaliser l'approche gouvernementale en matière de partenariat stratégique.
- (5) soutenir la coordination, le suivi, la communication et l'évaluation d'impact afin de renforcer les capacités du Gouvernement dans la mise en œuvre coordonnée et intégrée du projet, en se basant sur des structures existantes renforcées grâce à l'assistance technique et la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation des impacts (S&E).

Dans le cadre des orientations stratégiques, le Projet « Développement de pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales centrafricaines » est une opportunité de coopération entre les bailleurs de fonds pour le relèvement et la reconstruction de la RCA.

La stratégie mise en œuvre repose sur le concept de la croissance accélérée inclusive et spatiale qui ne laisse de côté aucune personne, aucun secteur ni aucune région. Dans cette stratégie, l'objectif de ce partenariat multibailleurs est de créer les conditions d'optimisation des efforts pour assurer une relance rapide de l'économie locale, un développement rapide des régions rurales et de garantir la mobilisation des ressources devant permettre d'accélérer les actions pour relever les défis de développement articulés autour de six enjeux principaux : paix et sécurité, gouvernance, développement local, promotion du secteur privé à travers les grappes de croissance, gestion durable des ressources naturelles et genre.

Pour ce faire, le Centrafrique a encore besoin que l'assistance de la communauté internationale soit accentuée pour atteindre les objectifs de la reconstruction visés dans le RCPCA. Les partenaires engagés ont adopté une politique d'aide internationale axée sur le genre et qui vise à éliminer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère.

C'est dans cette optique que le Bureau du PNUD Centrafrique recherche le service d'un(e) consultant(e) international(e) capable de rédiger le document de projet **d'un partenariat multibailleurs pour la mise en œuvre du Projet de Développement de pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales centrafricaines.**

IV. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Les consultants(es) travailleront sous la supervision directe du Représentant Résident Adjoint au Programme et en lien direct avec la Chargée de Programme Environnement et Développement Durable, du Chef de Projet (CP) et du Consultant International, assistant technique du Projet. Ce travail se fera en étroite collaboration avec principalement : les cadres des secteurs à fort potentiel de croissance et de l'énergie (agropastoral, forêts, mines, tourisme, etc.), du Ministère en charge de la Promotion de la Femme, des agences du Système des Nations Unies et autres partenaires nationaux et internationaux concernés, les points focaux de diverses administrations au niveau central et régionaux qui lui seront indiqués au démarrage de la mission ainsi que les cadres du PNUD-RCA, du Centre Régional du PNUD à Addis Abeba, du Hub du PNUD à Istanbul ainsi que toute personne ressource physique ou morale.

L'objectif de cette présente consultation est d'élaborer le document du projet : "**Projet de Développement de pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales centrafricaines**", selon le format du PNUD joint.

De manière spécifique, chaque consultant aura pour mission :

1. Consultant(e) International(e) chargé (e) de rédiger le document de projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA (Chef de file du binôme de consultants)

- Collecter, analyser et exploiter tout le fonds documentaire constitué au niveau international caractéristique à la mission ;
- Organiser et coordonner des contacts avec des acteurs internationaux et nationaux impliqués au plan national ou régional (PNUD/Administrations sectorielles/Secteur Privé/Société Civile, partenaires techniques et financiers, etc.) pour partager des connaissances sur des projets similaires et pour assurer leur implication et participation effective au processus d'élaboration du document de projet et de sa mise en œuvre ;
- Identifier et discuter des actions conjointes susceptibles d'être réalisées entre plusieurs agences et partenaires techniques et financiers dans le cadre du projet ;
- Rédiger le document de projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA en s'assurant du lien entre les différentes parties prenantes au projet et démontrant, de façon pertinente, l'apport du projet ainsi que sa cohérence et/ou sa complémentarité avec les projets similaires ;
- Animer l'atelier de validation du ProDoc et produire le rapport de l'atelier.

2. Consultant(e) National(e), Assistant(e) Technique en appui au/la Consultant(e) International(e) chargé de rédiger un document de projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA

- Collecter, analyser et exploiter tout le fonds documentaire caractéristique au Projet ;
- Organiser et coordonner des rencontres avec le Groupe de Travail Participatif (PNUD/Administrations sectorielles/Secteur Privé/Société Civile etc.) pour assurer leur implication et participation effective au processus d'élaboration du document de projet ;
- Identifier et discuter des actions conjointes susceptibles d'être réalisées entre plusieurs agences et partenaires techniques et financiers dans le cadre du projet ;
- Produire une revue documentaire issue de l'exploitation et de l'analyse des documents et informations collectées
- Produire un rapport sur l'état des lieux des secteurs à fort potentiel de croissances (agropastoral, minier, forestier, tourisme, TIC, ...) intégrant la situation du genre dans ces secteurs et :
 - assurant le lien entre les différentes parties prenantes au projet et démontrant, de façon pertinente, l'apport du projet ainsi que sa cohérence et/ou sa complémentarité avec les projets similaires ;
 - proposant des mesures et actions d'accélération de la croissance dans les secteurs à fort potentiel de croissance identifiés dans les localités pilotes du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA
- Contribuer à la rédaction du document de projet ;
- Coanimer l'atelier de validation du ProDoc et coproduire le rapport de l'atelier.

Résultats attendus

Pour le/la consultant(e) international(e) :

- Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible.
- Rapport (Draft 1) Sur les chapitres I, II et III du Document de Projet.
- Rapport (Draft 2) Sur les chapitres IV, V, VI et VII du Document de Projet.
- Rapport final transmettant les chapitres VIII, IX, X et XI ainsi que le Document de Projet y compris sa présentation Power Point accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation

Pour le/la consultant(e) national(e) :

- Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible. En sachant que l'utilisation de son temps sera définie de commun accord avec le/la consultant(e) international(e) chef de mission.
- Rapport (Draft 1) sur l'état des lieux des secteurs à fort potentiel de croissances (agropastoral, minier, forestier, tourisme, TIC, ...) intégrant la situation du genre dans ces secteurs et assurant le lien entre les différentes parties prenantes au projet et démontrant, de façon pertinente, l'apport du projet ainsi que sa cohérence et/ou sa complémentarité avec les projets similaires.
- Rapport (Draft 2) sur portant les enjeux et défis et proposant des mesures et actions d'accélération de la croissance dans les secteurs à fort potentiel de croissance identifiés dans les localités pilotes du PCH – RCA.
- Rapport final (Draft 3) portant sur la gouvernance du projet comprenant les termes de référence du personnel en charge de la gouvernance du projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique.

Méthodologie

Les consultants(es) conduiront leurs missions en s'appuyant sur la revue du fonds documentaire disponible et les échanges approfondis avec les principaux acteurs du secteur. Pour cela, Ils /elles organiseront des rencontres et des entretiens avec les acteurs concernés (publics, privés, société civile), les partenaires, et les personnes ressources, en particulier les échanges avec le Groupe de Travail Participatif, tout comme l'exploitation des informations collectées en vue de la production des rapports.

La phase de démarrage sera marquée par une rencontre de cadrage aux fins d'avoir une vision harmonisée sur les objectifs et les résultats attendus de la consultation. A cette occasion, les consultants(es) présenteront leur démarche méthodologique et les outils à utiliser ainsi que le chronogramme prévisionnel. Les Consultants(es) devront s'assurer de disposer de toutes les connaissances pour analyser les données et information sur le projet et sur la promotion du genre et de la femme et réaliser les investigations et autres travaux complémentaires pour parvenir à la production du document de projet. Pour cela, les consultants(es) doivent effectuer :

1. Les rencontres et les entretiens avec les acteurs concernés (publics, privés, société civile), les partenaires, les personnes ressources et les membres de toute l'équipe de gestion du projet ;
2. La revue et l'étude de la documentation clé (ex. : Document de Projet, Document d'étude pour l'intégration du genre au Projet PCH – RCA, le Rapport national sur le développement humain de la RCA en 2017, le Rapport national sur les ODDs, le Programme Pays du PNUD, le Document de politique énergétique décentralisée de la République Centrafricaine, le Document de politique de l'environnement, la Stratégie du genre, etc.) ;
3. L'exploitation et l'analyse des informations collectées en vue de la production des rapports.

Les Consultants(es) s'appuieront sur un Groupe de Travail Participatif composé de représentants du PNUD et des Ministères en charge de l'Énergie/de la Promotion de la Femme/de l'Environnement/de l'Emploi et de la Protection Sociale/de la Santé/de l'Éducation/des Petites et Moyennes Entreprises/de l'Agriculture/de l'Élevage/des Mines/des Forêts/du Tourisme/des Technologies de l'Information et de la Communication/Secteur Privé/Société Civile etc.) pour les besoins de consultation ou de revue.

La Direction du Bureau du PNUD en RCA et la chargée du Programme Environnement, le Chef de Projet, le Consultant International, Assistant technique du Projet assureront le contrôle-qualité de tous les produits de la mission, en consultation avec le Centre Régional du PNUD pour l'Afrique et le Directeur Général de l'Agence Centrafricaine de l'Électrification Rurale.

V. COMPETENCES

Corporate :

- Démontre l'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies
- Promeut la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD
- Affiche la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge
- Traite toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme

Technique :

- Exécuter de façon efficace et efficiente les activités visant l'atteinte des résultats du projet ;
- Être motivé et démontrer une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre ;

- Être capable d'exécuter plusieurs tâches en même temps et de travailler sous pression et sans préavis ;
- Être familiarisé avec la formulation et la rédaction des projets et/ou programmes de changements climatiques ;
- Avoir une forte capacité d'écoute ;
- Avoir une capacité à gérer le temps et à respecter les délais ;
- Disposer d'excellentes capacités rédactionnelles et de production des documents de qualité ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, ...) ;
- Démontrer de bonnes aptitudes en communication écrite et orale en français.

Communication : Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales en français

Professionalisme :

- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

Travail en équipe :

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks
- Capacité à travailler sous pression
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel

VI. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

1. Consultant(e) International(e)

Éducation :

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+5) en Sociologie, Economie, agroéconomie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent ;

Expériences professionnelles :

- Avoir au moins dix (10) années d'expérience avérée en matière de développement socioéconomique, de préférence sur la problématique de la croissance accélérée et d'intégration du genre dans le développement ;
- Avoir une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans les activités socioéconomiques ;
- Avoir une expérience prouvée dans l'élaboration des projets similaires ;
- Avoir une expérience de dialogue avec les acteurs de développement notamment les agences des Nations-Unies et autres partenaires techniques et financiers ;
- Disposer d'excellentes compétences en rédaction et en communication.
(Produire au moins un document publié en tant qu'auteur ou co-auteur).

Langue :

- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
- Familiarité avec l'anglais est un atout.

Informatique : disposer d'une parfaite maîtrise des logiciels sous Office.

2. Consultant(e) national(e)

Éducation :

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en Sociologie, Economie, agroéconomie, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent ;

Expériences professionnelles :

- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière de développement socioéconomique, de préférence sur la problématique de la croissance accélérée et d'intégration du genre dans le développement ;
- Avoir une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans les activités socioéconomiques ;
- Avoir une expérience prouvée dans l'élaboration des projets similaires ;

- Disposer d'excellentes compétences en rédaction et en communication. (Produire au moins un document publié en tant qu'auteur ou co-auteur).

Langue :

- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) et du Sangö
- Familiarité avec l'anglais est un atout.

Informatique : maîtrise des logiciels sous Office.

VII. DOSSIER DE SOUMISSION

Une proposition technique incluant :

- Une lettre de motivation adressée au Représentant Résident du PNUD en RCA ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

Une offre financière incluant : les honoraires du consultant, précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

VIII. CRITERES D'EVALUATION

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

Critères d'évaluation	Points
Consultant(e) International(e)	
1. La compréhension des TdRs	15
2. La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence	25
2.1. Approche méthodologique	
✓ Compréhension de la mission 5 points	
✓ Clarté 2 points	15
✓ Cohérence de l'approche 8 points	
2.2. Plan de travail conforme à la méthodologie	
✓ Exhaustivité 5 points	
✓ Clarté 1 point	10
✓ Cohérence 4 points	
3. Qualifications et compétences	50
3.1. Qualifications et expériences générales	
Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+5) en Sociologie, Economie, agroéconomie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent	
✓ Master 1 7 points	
✓ Master 2 10 points	
✓ Doctorat 15 points	15
3.2. Au moins dix (10) années d'expérience avérée en matière de développement socioéconomique, de préférence sur la problématique de la croissance accélérée et d'intégration du genre dans le développement ;	
✓ Moins de 10 ans 5 points	
✓ Egal à 10 ans 15 points	
✓ Plus de 10 ans 20 points	20

3.3. Expériences pertinentes pour la mission	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans les activités socioéconomiques 5 points ✓ Une expérience prouvée dans l'élaboration des projets similaires 5 points ✓ Une expérience de dialogue avec les acteurs de développement notamment les agences des Nations-Unies et autres partenaires techniques et financiers ... 2,5 points ✓ Excellentes compétences prouvées en rédaction et en communication (Produire au moins un document publié en tant qu'auteur ou co-auteur)..... 2,5 points 	15
4. Capacités linguistiques	10
4.1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)	7
4.2. Familiarité avec l'anglais.	3
Total note technique	100
Consultant(e) national(e)	
1. La compréhension des TdRs	15
2. La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence	25
2.3. Approche méthodologique	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Compréhension de la mission 5 points ✓ Clarté 2 points ✓ Cohérence de l'approche 8 points 	15
2.4. Plan de travail conforme à la méthodologie	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Exhaustivité 5 points ✓ Clarté 1 point ✓ Cohérence 4 points 	10
3. Qualifications et compétences	50
3.1. Qualifications et expériences générales	
Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en Sociologie, Economie, agroéconomie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Master 1 7 points ✓ Master 2 10 points ✓ Doctorat 15 points 	15
3.2. Au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière de développement socioéconomique, de préférence sur la problématique de la croissance accélérée et d'intégration du genre dans le développement	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Moins de 10 ans 5 points ✓ Egal à 10 ans 15 points ✓ Plus de 10 ans 20 points 	20
3.1. Expériences pertinentes pour la mission	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans les activités socioéconomiques 5 points ✓ Une expérience prouvée dans l'élaboration des projets similaires 5 points ✓ Excellentes compétences en rédaction et en communication (Produire au moins un document publié en tant qu'auteur ou co-auteur) 5 points 	15
4. Capacités linguistiques	10
4.1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)	7
4.2. Familiarité avec l'anglais.	3
Total note technique	100
Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.	
Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.	

Le marché ou le contrat sera attribué au (à la) Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs ;

Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30

Eligibilité pour l'évaluation technique

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en Sociologie, Economie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent ;
- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière de développement national de préférence sur la problématique du genre dans les domaines socioéconomiques et d'intégration du genre dans le développement ;
- Avoir une expérience en gestion des situations ou de projets sensible au genre ;

Mode de paiement	Le tarif journalier doit être "tout - inclus" ⁴ et une feuille de temps de travail doit être soumise par le consultant, dûment approuvée par le superviseur du consultant, qui doit servir de base pour le paiement des frais.			
	Par Heure	Monnaie	Montant	
	Par jour - Oui	Monnaie	Montant	
	Par semaine	Monnaie	Montant	
	Les modes de paiement seront les suivants :			
	Consultant(e) international(e)			
		Livrables	Echéancier à la signature du contrat	Part (%)
		Livrable 1 : Une Note sur la compréhension des TdRs et sur l'approche méthodologique incluant un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat	04 jours	20
		Livrable 2 : Rapport (Draft 1) Sur les chapitres I, II et III du Document de Projet	22 jours	20
		Livrable 3 : Rapport (Draft 2) Sur les chapitres IV, V, VI et VII du Document de Projet	35 jours	20
	Livrable 4 : Rapport final transmettant les chapitres VIII, IX, X et XI ainsi que le Document de Projet y compris sa présentation Power Point accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation accompagné du rapport de l'atelier de validation.	45 jours	40	
	TOTAL		100%	
	Consultant(e) national(e)			
	Livrables	Echéancier à la signature du contrat	Part (%)	
	Livrable 1 : Remise de la Note sur la compréhension des TdRs et sur l'approche méthodologique incluant un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat	04 jours	20	
	Livrable 2 : Rapport (Draft 1) sur l'état des lieux des secteurs à fort potentiel de croissances intégrant la situation du genre et assurant le lien entre les différentes parties prenantes au projet et démontrant, de façon pertinente, l'apport du projet ainsi que sa cohérence et/ou sa complémentarité avec les projets similaires	19 jours	20	
	Livrable 3 : Rapport (Draft 2) sur portant les enjeux et défis et proposant des mesures et actions d'accélération de la croissance dans les secteurs à	29 jours	20	

⁴ Tout - inclus implique que tous les coûts (frais professionnels, les assurances, le transport local, les communications, les consommables, etc.) qui pourraient être encourus par le consultant sont déjà pris en compte dans le montant final présenté dans la proposition.

	fort potentiel de croissance identifiés dans les localités pilotes du PCH – RCA.		
	Livrable 4 : Rapport final (Draft 3) portant sur la gouvernance du projet comprenant les termes de référence du personnel en charge de la gouvernance du projet pôle de croissance pour l'émergence des régions rurales de Centrafrique accompagné des rapport de l'atelier de validation.	45 jours	40
	TOTAL		100%
Temps requis pour l'exécution des demandes de paiement			
L'exécution des demandes de paiements sera assujettie à l'examen et l'approbation des livrables par le(s) superviseur (s) affecté(s) au projet dans les 30 jours.			